

MAROC
La lettre du comité de soutien
au Mouvement du 20 février- Nantes 44

cms.nantes44@gmail.com

novembre 2011

« L'oppression d'un peuple ou même d'un simple individu est l'oppression de tous et l'on ne peut violer la liberté d'un seul sans violer la liberté de chacun. » M. Bakounine

MAROC : HOMMAGE A TOUS LES MARTYRS DE LA LIBERTE

Le vote référendaire sur les « changements constitutionnels » le 1^{er} juillet 2011 entaché de fraudes et organisé dans le mépris des populations et de leurs revendications, truffé de baltagias et d'actions pour décrédibiliser le Mouvement du 20 février, aveugle aux appels de boycott de 4 organisations politiques et d'un syndicat, n'a pas arrêté les actions du Mouvement du 20 février.

Malgré des périodes de vacances ou de ramadan, ce Mouvement a continué à exprimer avec force et dignité ses revendications essentielles pour combattre la soumission, le non droit, les atteintes aux libertés individuelles et revendiquer la reconnaissance de la citoyenneté et la dignité des populations.

L'échec du pouvoir pour arrêter ces manifestations pacifiques le conduise à procéder à des arrestations ciblées, des violences policières aux conséquences parfois meurtrières, à l'utilisation de forces « civiles » pour semer la pagaille, à l'instrumentalisation de forces obscurantistes.

Depuis le début des manifestations on dénombre une dizaine de morts dont les derniers en date sont ceux de Mohamed Boudroua et kamal Hassani, plusieurs arrestations arbitraires, l'utilisation de la torture et des provocations systématiques.

La grogne a gagné des quartiers populaires que l'on pensait passifs. Les médias marocains ainsi que certains médias étrangers, tout en donnant des bribes d'informations pour ne pas être taxés de médias aliénés au pouvoir, font une propagande sans mesure de la réussite des réformes, de « l'unanimité » de la population autour de celles-ci, envoyant leurs adeptes à l'étranger ...et, surtout, minimise la violence des

forces de répression, voulant faire croire à l'opinion internationale que le Maroc serait une « exception » dans ces mouvements des peuples.

Le peuple marocain répond par cette formidable généralisation des manifestations pacifiques dans tout le Maroc : tous les mois descendent dans la rue, dans 80 villes et villages, les populations des quartiers les plus pauvres, les populations de ce Maroc que la colonisation comme le pouvoir aujourd'hui qualifie de « Maroc inutile ».

A la veille des élections législatives du 25 novembre 2011, entachées d'illégalité, alors que le pouvoir a déjà tout organisé en sa faveur, que les jeux sont faits en raison du découpage électoral, les organisations politiques non gouvernementales, le Mouvement du 20 février ne veulent pas rentrer dans ce jeu fallacieux et ont déjà exprimé leur intention de les boycotter, réitérant la nécessité pour l'avenir de notre pays de tenir compte des expressions populaires. Ils entonneront le « Mamfakinch » (on ne lâche rien).

En ces semaines de solidarité internationale organisées dans plusieurs villes en France, il ne faut pas attendre que la répression s'abatte comme pendant les années de plomb pour donner leur place légitime à ces revendications : les martyrs de tous les peuples ne le méritent pas.

Ces morts, ces arrestations, ces tortures qui s'accroissent actuellement au Maroc, devraient intensifier les solidarités nationale et internationale pour que ces actes de violence soient dénoncés de manière systématique et sans relativisme de situation.

Le respect de la dignité humaine est un combat universel.

Durant les premières semaines du mois de juin, avant le vote référendaire du 1er juillet 2011, L'association des diplômés chômeurs (ANDC) s'engage de manière importante dans le mouvement du 20 février, revendiquant le droit au travail des diplômés chômeurs et leur intégration dans la fonction publique. L'ANDC a organisé plusieurs manifestations et sit-in au niveau national, devant les préfectures, les municipalités, les commissariats de police et devant le Parlement à Rabat.

La réponse du pouvoir ne s'est pas fait attendre : répression pendant les deux mois de juin et juillet qui a fait une trentaine d'arrestations et plusieurs blessés parmi les manifestants dont certains dans un état grave.



Rabat- 5 juin- Des policiers armés et montés sur des motos ont chargé une foule de manifestants à Rabat

Le 8 juin 2011, dans la province de Fgigid au sud-Est du Maroc, la région de Talsint, trois jeunes s'immolent par le feu. Deux d'entre eux seront dans une situation critique...Suite à cet incident, les populations de Talsint et Bouarfa sortiront en masse dans les rues.

Le 12 juin 2011 : 40 villes et villages manifestent pour la prise en compte de leurs revendications et condamner les projets de réforme constitutionnelle en appelant au boycott du référendum du 1er juillet. Dans les grandes villes en particulier à Casablanca , Elhoceima , Marrakech, Agadir, Oujda, Tétouan, Tanger, Fès et Rabat, les manifestants ont scandé leur

volonté de ne « rien lâcher » (MAMFAKINCH)

Le 19 juin 2011: La manifestation nationale a rassemblé 70 villes et villages. A Tétouan, des barrages de police ont été mis en place pour empêcher les manifestants d'entrer en centre ville. Ces derniers vont les briser pour s'exprimer librement.

70 villes ont manifesté le jour-même, et la répression a été sanglante A Tawrirt et Oujda., les forces de l'ordre violentent la population : la répression a été sanglante.

Malgré cette répression, les deux derniers week-ends du mois de juin ont été marqués par une forte mobilisation contre la nouvelle constitution, des slogans anti-Régime, anti-référendum, et appelant à son boycott...La mobilisation populaire fut remarquable.

1er juillet 2011, alors que le gouvernement annonçait une participation de plus de 70% de votants, plusieurs personnes ont déclaré qu'un grand nombre de bureaux de vote était restés vides.. A l'étranger, on a constaté le même scénario : les marocains résidant à l'étranger pouvaient voter 3 jours durant et avaient la possibilité de voter sans inscription à la liste électorale. Il suffisait de mettre une croix à côté de son nom !

Le 3 juillet auront lieu de grandes

manifestations sur le territoire marocain ainsi qu'à l'étranger organisées par les coordinations et les comités de soutien (CMS) en France, en Espagne, en Italie, en Belgique, en Allemagne...) pour dénoncer les fraudes électorales et les résultats du référendum du 1er juillet.

Au Maroc, les forces de l'ordre répondront à ces manifestations pacifiques de manière violente faisant des centaines de blessés et plusieurs arrestations.

Le mouvement du 20 février a continué sur cette voie tous les week-ends de juillet, pour exprimer son refus de cette constitution.



Tanger 24 juillet 2011 - Photo de Omar Elwafi

Après le vote référendaire la population de Tanger sort en masse dans la rue pour continuer la lutte et résister encore.

Le mois d'août, périodes de ramadan et de vacances n'ont pas arrêté les manifestants au Maroc auxquels se sont joints les marocains vivants à l'étranger. Les appels aux rassemblements la nuit, et durant des nuits entières, ont duré tout le mois du ramadan. Plusieurs marocains vivant à l'étranger et ayant des journées durant manifesté contre l'arbitraire et le non droit, après avoir organisé différents rassemblements en France, Espagne et Belgique, ont rejoint les manifestants au Maroc durant l'été : étudiants, ouvriers ou chômeurs à l'étranger, ils ont marqué par là la nécessité de reconnaître leur citoyenneté ici et là-bas.



Il n'avait que 27 ans, un âge où devaient s'ouvrir devant lui les portes de l'espérance. Mais, il aura été piétiné, giflé et méprisé par les tenants du désespoir.

Le 09 août 2011 : Hamid ELKANOUNI, vendeur ambulant de pains, s'est immolé par le feu à Berkane. Il meurt à l'hôpital à Casablanca. Ses derniers mots « *C'est la hogra. Ils m'ont méprisé. Mon gagne-pain est perdu* » après que les forces de police lui eurent confisqué sa charrette et sa marchandise.

Pendant toute la semaine qui suivit ce geste de désespoir, des manifestations et des rassemblements auront lieu à Fes (sa ville d'origine) pour responsabiliser la politique de mépris du régime qui ont conduit Hamid Elkanouni à recourir à cet acte de désespoir.

Durant tout ce mois de Ramadan, les jeunes et moins jeunes sont descendus dans la rue, affrontant la police qui intervenait systématiquement en attaquant les manifestants sauvagement. A Rabat, Taza, Casablanca, Marrakech et à Tanger...on dénombrait des dizaines d'arrestations et de blessés chaque nuit.



29 août- Marrakech

A Rabat, le 13 août le rassemblement dans un jardin du centre ville a été attaqué par surprise par les forces de police « *Et, pourtant, comme à son habitude, et conformément à ses convictions et principes de la lutte pacifique, le Mouvement ne*

prévoyait rien de subversif, ni violent dans le jardin... Théâtre de rue et concerts de musique étaient programmés, et attendus par des milliers de citoyens. » Communiqué du Mouvement du 20 février – Rabat

Début septembre, à la fin du ramadan, une série de provocations, d'arrestations arbitraires, de violence ciblée ne feront qu'ajouter aux mécontentements. Le pouvoir voulait exaspérer les manifestants et souhaitait les voir abandonner leur principe d'actions pacifiques et entamer un bras de fer qui justifierait une répression plus ample. Mais le Mouvement du 20 février est resté fidèle à son principe de base et dans sa logique d'un combat pacifique pour ses droits légitimes.

Dans la soirée du vendredi 9 septembre 2011, Moua Belghouat, rappeur du Mouvement du 20 février, plus connu sous le nom de « Lhaqed » sera arrêté par la police à Casablanca alors qu'il distribuait des tracts du Mouvement du 20 février.

Cette arrestation arbitraire a provoqué l'indignation des manifestants du Mouvement du 20 février.

A Casablanca et dans plusieurs villes du Maroc ainsi qu'à l'étranger (Madrid, Paris, Avignon, Nantes, Lille, Bruxelles...) les manifestants descendront dans la rue en scandant « Nous sommes tous des Haked ».

Le 6 novembre, le parquet de Casablanca rejette la requête de mise en liberté du jeune rappeur.



Octobre à Casablanca- solidarité avec le rappeur Elhaqed.

Le mois de Septembre l'Association Nationale des Diplômés Chômeurs (ANDC) et le Mouvement du 20 février lanceront plusieurs appels à manifester. Cette résistance a fait trembler les supports du régime et de violentes confrontations

auront lieu chaque semaine avec son lot de blessés et d'arrestations notamment à Rabat, Asfi, Elhoceima, Casablanca, Meknes, Fes, Taza, Tanger, Eljadida, Agadir, Marrakech, Tétouan, Nador, Oujda...



Octobre à Casablanca : étudiants, lycéens rejoignent le Mouvement du 20 février

Le mois d'Octobre cette situation va empirer. Les élèves et les étudiants rentrent en grève et rejoignent pour la plupart les manifestations populaires. Ils font face aux forces de l'ordre.

L'union Nationale des Etudiants du Maroc (UNEM), déclenche une grève nationale contre les réformes réactionnaires de l'éducation nationale.

Les lycéens ont appelé au niveau national à manifester contre leurs conditions dégradantes d'éducation et de vie.

La réponse du pouvoir ne se fera pas attendre en accélérant une répression sauvage. Il organisera celle-ci sur deux angles d'attaque :

Le premier : une police armée jusqu'au cou qui charge tous les rassemblements et manifestations en arrêtant et tabassant le plus possible, et une police « discrète » aidée par les Baltajiyas qui visent les « têtes » du mouvement.

Le second : l'intervention d'une police politique qui infiltre des organisations politiques et les associations, envahit leurs locaux pour diviser le mouvement et créer des conflits au sein du Mouvement.



Une jeune manifestante : Soumia El Moutassim se fait tabasser par la police et un homme en civil.

Le Makhzen utilisera au sein de l'UNEM le mouvement culturel amazigh « MCA », surtout son aile fasciste, pour casser et bloquer toute forme de contestation. Des milices avec armes blanches seront organisées. Elles circulent en liberté dans le milieu universitaire depuis la mi-octobre.

Tous les militants de l'UNEM sont interdits d'accès à l'université, à Meknes, Errachidiya, à Agadir... Une vingtaine de militants seront détenus en prison, quatre autres seront hospitalisés dont l'un dans un état grave suite aux blessures infligés par des fascistes du MCA.

Pour contrecarrer les manifestations populaires, le Makhzen n'hésite pas à utiliser le crime comme moyen de contenir la protestation citoyenne comme fut le cas de la mort de Mohamed Boudaroua et de Kamal Elhassani :

13 octobre 2011: lors d'une intervention policière contre un sit-in organisé par l'association des diplômés chômeurs sur le toit de l' Agence pour l'Emploi locale à 00H30, le militant Mohammed BOUDAROUA a été tué, jeté du toit..

25 octobre 2011: l'association des diplômés chômeurs organise en hommage au martyr, une manifestation nationale à Casablanca. Une réussite imprévue par les organisateurs: des vagues humaines dans toutes les rues de Casablanca.



Hommage aux martyrs

Le 27 octobre 2011, moins de deux semaines après la mort de Mohamed Boudarwa, un autre jeune militant président de la section de l'association des diplômés-chômeurs à Elhoceima, **Kamal ELHASSAINI a reçu des coups de couteau par un inconnu : il mourra sur le coup.** Il revenait de Casablanca pour se rendre chez lui.

Le 30 octobre 2011: de grandes manifestations eurent lieu au niveau national répondant à l'appel du mouvement du 20 février dans 80 villes et

villages. Parmi les slogans habituels, ce jour sera clamé celui appelant au boycott des élections législatives prévues le 25 novembre.



Octobre - Parmi les slogans, celui de l'appel au boycott.

Début novembre: la police politique commence « sa chasse aux militants »: elle vise les éléments les plus dynamiques, les cadres de ces mouvements, leurs familles et procèdent à des enlèvements arbitraires au sein des familles, sur les lieux de leur travail, ou à la fin des manifestations.

Elle interdit à quelques cadres du mouvement de retourner à leur travail.

Elle procède à des arrestations arbitraires de manière systématique dans différentes villes. Parmi ces arrestations ciblées : Ali Jawat à **Casablanca**, Hilana Rezki à **Rabat**, Abdeljalil Akadel à **Asfi**, Mohammed Ezzaghdidid et Ibrahim Essaâdi, militants de l'UNEM à **Fes**, Hassan Waâziz, Ahmed Tayssir et Massoud Aboufariss à **Youssoufiya**, Abouchitaâ Moussaâif à **Salé**...

Le Conseil national d'appui au Mouvement du 20 février a lancé un appel pour l'organisation ce 20 novembre 2011 d'une 9ème journée de manifestation pacifique dans l'ensemble des villes du Maroc en appui du Mouvement du 20 février qui, depuis 8 mois, descend dans la rue, mobilisant les populations pour revendiquer: dignité, liberté, démocratie, justice sociale. Ces manifestations auront lieu à 5 jours des législatives anticipées du 25 novembre auxquelles le Mouvement a appelé au boycott. A l'étranger, les marocains organisent pour cette journée différentes manifestations pour demander la libération des détenus politiques et le respect des revendications du Mouvement du 20 février.

Dans toute la France comme en Belgique, les marocains de l'étranger organisent à la veille des élections législatives différentes manifestations lançant un appel à la solidarité internationale pour que cesse la violence policière au Maroc, pour la libération de tous les détenus et marquant leur indignation de l'attitude du pouvoir qui minimise et méprise les revendications légitimes d'une large population qui ne veut pas rentrer dans cette mascarade électorale et qui appelle au boycott des élections législatives du 25 novembre 2011, élections entachées d'illégalités comme plusieurs juristes l'ont fait remarquer.



Le 19 novembre, en Avignon, sous le titre « *pour la libération des détenus politiques au Maroc - boycott des élections du 25 novembre 2011* » un rassemblement est organisé avec le témoignage de Habiba Kabbouri, soeur du détenu politique saddik kabbouri

Le débat « *détention politique et situation sociale et économique au Maroc* » sera suivi d'une soirée artistique

A Paris, le 19 novembre le Mouvement du 20 février Ile de France organise Rassemblement artistique en soutien aux prisonniers politiques

marocains sous le titre « *STOP A LA REPRESSION AU MAROC* »

Le 16 novembre à Bruxelles, les Démocrates marocains en Belgique en soutien au Mouvement du 20 février ont

organisé une rencontre débat avec Mounaïm MOUSSAOUI, membre du mouvement 20 février- Tanger sous le titre « *le combat continue* »

A Nantes, le 19 novembre, intervention du Comité de soutien dans le cadre des semaines de solidarité internationale organisées par la Maison des Citoyens du Monde sous le titre « *Maghreb et monde arabe - 1 an après : réflexions sur les révolutions en cours* »

Le 20 novembre, projection d'un court métrage sur le Mouvement du 20 février suivi d'un débat sur la situation actuelle à la veille des élections législatives.

POUR LA LIBERATION DES DETENUS POLITIQUES AU MAROC BOYCOTT DES ELECTIONS DU 25 NOVEMBRE

L'assassinat de plusieurs militants de différentes régions du Maroc montre que le Makhzen n'hésite pas à utiliser le crime comme moyen de contenir la protestation citoyenne

Depuis le 20 février et pour handicaper et intimider le Mouvement populaire, le pouvoir marocain utilise à la fois la démagogie, les tentatives de pseudo-réformes et une répression ciblée, allant jusqu'au crime en passant par la torture et l'arrestation. Aux étudiants, lycéens, salariés, paysans et retraités manifestant pour l'amélioration de leurs conditions de vie, la réponse du pouvoir est toujours la même : arrestations arbitraires et tortures.

Face à cette politique répressive, le Mouvement du 20 février résiste et s'amplifie. Il mobilise des femmes et des hommes qui ne peuvent plus supporter le mensonge des promesses, la servitude, la corruption, le mépris et le non droit. Malgré l'omerta et l'intimidation, il manifeste toutes les semaines dans plusieurs villes et tous les mois au niveau national.

A l'étranger, les marocains se mobilisent aussi pour faire connaître la portée de ces revendications pour la démocratie et dénoncer les complicités entre le makhzen et les gouvernements occidentaux.

Aussi, dans le cadre des semaines de solidarité internationale, les différentes coordinations du Mouvement du 20 février ainsi que les différents comités de soutien tout en participant aux événements divers dans plusieurs villes, organisent les 19 / 20 novembre 2011, au niveau européen et au-delà plusieurs actions et activités.

Au-delà de l'appel au boycott des élections législatives du 25 novembre organisées dans un cadre constitutionnel antidémocratique, nous appelons l'opinion publique et l'ensemble des forces démocratique à se joindre à nous pour dénoncer la politique répressive du pouvoir marocain, donner à la solidarité internationale sa dimension universelle et exiger la libération de tous les détenus politiques au Maroc, dont les militants Saddik Kabbouri et M. Chennou ainsi que le rappeur Alhaqed et l'ensemble des détenus du Mouvement du 20 février.

Signataires : *Comité de soutien au 20 février- Nantes 44*
Comité de soutien du 20 février Sud de France
Comité de soutien du 20 février – Montpellier
Comité du M20F- Nord France
Mouvement 20 février Marseille
Mouvement 20 février – IDF

Le comité de Nantes s'adresse à toutes les personnes animées d'un esprit de justice et les invite à une rencontre-débat le dimanche 20 novembre à 15h. Lieu : 21, allée BACO- Cette réunion débutera par la projection d'un documentaire qui met la lumière sur le mouvement du 20 février et sur la situation au Maroc, et sera suivie d'une table ronde sur les prisonniers politiques, sur la situation au Maroc en général et sur les arrestations arbitraires.